

L'Union africaine exige une carte du monde fidèle:
l'Afrique enfin à sa vraie dimension...depuis 1569



CONNECTION

IVOIRIENNE.NET

info@connectionivoirienne.net – Premier site d'information et d'actualité - Indépendant en Côte d'Ivoire - Lundi 18 Août 2025

Politique

Présidentielle 2025 en Côte d'Ivoire

Calendrier électoral sur mesure
et lois modifiées : la recette
gagnante du pouvoir depuis 2011



Yopougon: Gbagbo recadre ses militants et met en garde Alassane Ouattara

Le président du Parti des peuples africains – Côte d'Ivoire (PPA-CI), Laurent Gbagbo, a tenu samedi 16 août un grand meeting à la place Ficgayo de Yopougon. Devant une foule de militants venus en nombre, l'ancien chef de l'État a adressé un message ferme à son rival Alassane Ouattara, qui a récemment officialisé sa candidature à la présidentielle d'octobre 2025

Lida Kouassi et Kɔné
Boubacar en garde à vue



L'Union africaine exige une carte du monde fidèle: l'Afrique enfin à sa vraie dimension...depuis 1569

L'Union africaine soutient la campagne Correct The Map pour remplacer la projection de Mercator par le modèle Equal Earth, plus fidèle aux superficies, afin de corriger une perception biaisée héritée de l'histoire coloniale. Sur la carte de Mercator, l'Afrique paraît à peine plus vaste que le Groenland, alors qu'en réalité elle couvre 30,37 millions de km² contre 2,16 millions pour le Groenland, soit quinze fois plus. Selon Selma Malika Haddadi, vice-présidente de la Commission de l'UA, qui s'est adressée à Reuters le 14 août, cette déformation nourrit une fausse impression d'une Afrique « marginale ». Ceci, malgré son statut de deuxième plus grand continent du monde, avec 54 pays et plus d'un milliard d'habitants. La campagne Correct The Map, portée par Africa No Filter et Speak Up Africa, promeut l'adoption du modèle Equal Earth révélé en 2018, dans les programmes scolaires africains et par les organisations internationales. Il faut savoir que la Banque mondiale utilise déjà Equal Earth pour certaines cartes statiques et a commencé à réduire l'usage de Mercator sur ses cartes web. La projection de Mercator, conçue en 1569 par Gerardus Mercator pour faciliter la navigation maritime à l'époque du commerce triangulaire conserve les formes des continents mais déforme les superficies. Les zones proches des pôles sont agrandies, celles situées à l'équateur, comme l'Afrique ou l'Amérique du Sud, sont réduites. Aujourd'hui, cette distorsion reste présente dans les manuels scolaires et les médias. L'UA souhaite que la réforme cartographique devienne un outil pour « rétablir la place légitime de l'Afrique » sur la scène mondiale et travailler avec



ses Etats membres et les grandes institutions internationales pour sa diffusion. Néanmoins, le changement de narratif voulu par cette initiative dépendra de son adoption par les ministères africains de l'Éducation, des décisions des organisations internationales et de la mise à jour des outils cartographiques

en ligne, où Mercator reste encore la norme, notamment sur mobile, en l'occurrence Google Maps

Olivier de Souza

Calendrier électoral sur mesure et lois modifiées : la recette gagnante du pouvoir depuis 2011



La CEI s'apprête à organiser les législatives en décembre de cette année. Pourtant, elles étaient initialement attendues au plus tôt en mars 2026, soit cinq mois après la présidentielle. Officiellement, les législatives de décembre 2025 ont pour but de respecter la Constitution [2 sessions parlementaires/an, dont la première en janvier]. Mais force est de constater que depuis 2011, les élections municipales, législatives et régionales sous Alassane Ouattara ont été rythmées par des changements de dates, souvent annoncés tardivement. Comme si le calendrier électoral était une denrée rare qu'il fallait voir se concrétiser pour y croire.

1. Historique des reports et avances

Législatives 2011 : prévues avant fin 2011, finalement tenues le 11 décembre, huit mois après la crise post-électorale. Municipales et régionales 2013 : reportées à plusieurs reprises (2011 → 2012 → 2013), finalement le 21 avril 2013. Régionales et municipales 2018 : initialement en 2017, repoussées au 13 octobre 2018. Législatives 2021 : fixées au 6 mars 2021 après plusieurs hésitations, dans un contexte politique tendu. Municipales et régionales 2023 : prévues fin 2022, déplacées au 2 septembre 2023, après modification du Code électoral et du nombre de conseillers.

2. Les raisons officielles et officieuses Officiellement, ces changements s'expliquent par des contraintes techniques : recensement incomplet, révision du fichier, budget, calendrier scolaire ou religieux.

Officieusement, ils permettent au parti au pouvoir :

de gérer le temps à sa guise pour consolider ses alliances locales et préparer ses candidats, et surprendre ses adversaires de réduire la marge de manœuvre de l'opposition pour s'organiser, de faire coïncider le scrutin avec des modifications législatives stratégiques.

3. Un outil politique assumé

En ajustant le calendrier et en modifiant les lois électorales, le pouvoir conserve la maîtrise du tempo politique, un tempo qu'il a toujours su transformer en victoire. Dans un système où la neutralité de l'administration électorale est régulièrement contestée, ces reports et avances sont bien plus qu'un simple aménagement technique : ce sont des leviers politiques décisifs.



Présidentielle 2025 en Côte d'Ivoire

Après la démonstration de force de l'opposition, la Côte d'Ivoire entre dans l'acte II du bras de fer politique

le Front commun



La marche organisée par le Front commun, réunissant le PDCI et le PPA-CI, a marqué un tournant politique majeur en Côte d'Ivoire. Avec plus d'un demi-million de personnes dans les rues selon Tidjane Thiam, cette mobilisation a surpris par son ampleur, sa discipline et son caractère pacifique, démentant toutes les prédictions de chaos. Elle a envoyé un message clair : l'opposition peut s'unir et rassembler massivement autour d'un objectif commun, même dans un contexte de répression et de verrouillage politique.

Ce succès, au-delà de la symbolique, installe une nouvelle dynamique dans la bataille pour la présidentielle d'octobre 2025. Pour les deux leaders du Front commun, Laurent Gbagbo et Tidjane Thiam, plusieurs choix stratégiques se dessinent. Ils peuvent décider de maintenir la pression par des marches éclatées dans tout le pays, ce qui permettrait d'ancrer la mobilisation dans les régions, de toucher une population plus large et d'affirmer que la contestation n'est pas qu'urbano-abid-

janaise. Ils peuvent aussi opter pour un coup d'éclat en organisant une marche du million, concentrée dans une grande ville, destinée à frapper les esprits et à envoyer un signal fort à l'opinion nationale et internationale. Une troisième option consisterait à combiner la mobilisation populaire avec un travail diplomatique intensif auprès des instances régionales, des chancelleries et des organisations internationales, afin de créer un double rapport de force, interne et externe, contre le régime.

Du côté du pouvoir, la gigantesque mobilisation de ce week-end pose un dilemme stratégique. Le RHDP peut choisir de desserrer l'étau, en ouvrant un dialogue politique encadré, en réintégrant partiellement certains opposants exclus du fichier électoral ou en affichant des gestes d'apaisement destinés à réduire la tension. Mais il peut aussi maintenir la ligne dure qui a prévalu jusqu'ici : invoquer la supposée indépendance de la justice pour justifier les exclusions, accentuer la répression ciblée contre les organisateurs et espérer que l'opposition se divise ou s'essouffle.

Connaissant la culture politique ivoirienne et la stratégie habituelle du pouvoir, ce second scénario apparaît pour l'instant plus probable, avec un durcissement immédiat suivi de manœuvres tactiques à l'approche de l'élection. La marche de ce week-end a ouvert un bras de fer qui ne fait que commencer. Si Gbagbo et Thiam parviennent à maintenir l'unité du Front commun et à articuler mobilisation populaire et pression internationale, ils peuvent imposer un rapport de force inédit depuis plus

d'une décennie. Mais si le régime réussit à diviser, intimider ou fatiguer la base militante, la dynamique pourrait se briser. La prochaine étape sera déterminante : le choix, le calendrier et l'ampleur de la prochaine mobilisation diront si le demi-million de marcheurs d'hier peut devenir un million demain. Dans tous les cas, la scène politique ivoirienne vient d'entrer dans une phase où la rue redevient un acteur central du jeu électoral.

**Votre PUBLICITÉ
ICI ?
Contactez nous**

Incidents de Yopougon

Lida Kouassi et Koné Boubacar en garde à vue



L'ancien ministre d'État, ex-ministre de la Défense, Lida Kouassi, et Koné Boubacar, ex-directeur du protocole d'État du président Laurent Gbagbo, tous deux cadres du Parti des Peuples Africains – Côte d'Ivoire (PPA-CI), ont été placés en garde à vue samedi 9 août à la préfecture de police d'Abidjan. Cette mesure fait suite à plus de 24 heures d'audition dans le cadre de l'enquête sur les violences survenues dans la nuit du 1er au 2 août à Yopougon, au cours desquelles un bus de la SOTRA a été incendié et un véhicule de police vandalisé. Selon les premiers éléments de l'enquête, les deux responsables politiques sont soupçonnés d'avoir joué un rôle actif dans l'organisation de ces troubles. D'après des sources proches du dossier, Koné Boubacar aurait "mis en mission" des jeunes pour commettre les actes de destruction, tandis que le militant Éric Kogo, également interpellé, aurait cité le nom de Lida Kouassi comme l'un des organisateurs. Le dossier de Lida Kouassi s'est alourdi avec la prise en compte de propos jugés à caractère xénophobe, tenus lors d'un meeting entre fin juin et début juillet 2025, dans

lesquels il aurait affirmé que "l'administration, la police, la justice et la gendarmerie ivoirienne seraient truffées d'étrangers". Pour les enquêteurs, ces déclarations pourraient avoir contribué à un climat de tension ayant facilité le passage à l'acte violent.

Les deux mis en cause pourraient être présentés à un juge dans les prochaines heures, qui décidera d'un placement sous mandat de dépôt ou d'une libération sous contrôle judiciaire. Une décision qui pourrait avoir des répercussions politiques majeures dans un contexte déjà tendu à l'approche de la présidentielle d'octobre. Le PPA-CI n'a, pour l'heure, pas réagi officiellement à ces arrestations. Une conférence de presse est toutefois annoncée ce dimanche à 14h, au siège du parti à la Riviera Bonoumin, Cocody. Les déclarations qui y seront faites seront suivies de près par l'opinion publique et les observateurs politiques.

Avec Fraternité Matin

Marche d'opposition à Yopougon: des participants visés par des poursuites pour propos xénophobes (procureur)

Le procureur de la République près le tribunal d'Abidjan, Koné Braman Oumar, a annoncé dimanche soir que plusieurs participants à la marche organisée la veille à Yopougon par le Front commun PDCI-PPA-CI risquent des poursuites judiciaires. Ils sont accusés d'avoir tenu, au cours de la manifestation, des propos qualifiés de xénophobes et racistes, susceptibles de troubler l'ordre public et de porter atteinte à la cohésion sociale.



En Côte-d'Ivoire les derniers corps identifiés des victimes de la crise post-électorale remis aux familles

Près de quatorze ans après la fin de la crise post-électorale de 2010-2011, qui avait fait environ 3 000 morts, les autorités ivoiriennes ont achevé la restitution aux familles des corps identifiés des victimes. En marge d'un forum pour la paix tenu le 14 août 2025 à Guiglo, dans l'ouest du pays, la ministre de la Cohésion nationale, Myss Belmonde Dogo, a annoncé que les 67 corps identifiés avaient été entièrement remis aux proches. « C'était toute une procédure qui a duré des années, et nous avons achevé la dernière remise de corps », a-t-elle déclaré. « La restitution est terminée, il faut que chaque Ivoirien le sache. » La crise, déclenchée par la contestation des résultats de l'élection présidentielle de 2010 entre Alassane Ouattara et Laurent Gbagbo, avait plongé la Côte d'Ivoire dans un conflit sanglant entre décembre 2010 et avril 2011. Si certains corps avaient été directement récupérés par les familles, d'autres avaient été transférés dans des morgues pour identification.

Une procédure entamée en 2013

Selon la ministre, depuis 2023, 53 corps ont été restitués dans le Grand Ouest et 14 à Abidjan. La dernière cérémonie de remise a eu lieu en mai 2025 à Duékoué, où six corps ont été remis aux familles. Elle n'a toutefois pas précisé si des corps non identifiés restaient encore conservés. Des associations de victimes contestent la version officielle. Elles affirment que certaines familles attendent toujours de récupérer les dépouilles de leurs proches, notamment ceux qui auraient été exhumés de fosses communes et transférés à Abidjan pour autopsie. « Ce n'est pas juste, ce n'est pas normal », a réagi Léonard Kei, président d'une organisation membre de la Confédération des victimes de crises ivoiriennes.

Des mémoriaux pour honorer les victimes

En mai 2025, plusieurs mémoriaux ont été inaugurés dans l'Ouest, notamment à Duékoué, où 817 personnes avaient été tuées en une seule



Yopougon: Gbagbo recadre ses dizaines de milliers de militants et met en garde Alassane Ouattara

Le président du Parti des peuples africains – Côte d'Ivoire (PPA-CI), Laurent Gbagbo, a tenu samedi 16 août un grand meeting à la place Ficgayo de Yopougon. Devant une foule de militants venus en nombre, l'ancien chef de l'État a adressé un message ferme à son rival Alassane Ouattara, qui a récemment officialisé sa candidature à la présidentielle d'octobre 2025.

« Qu'il n'en rêve même pas ! Il ne fera pas de quatrième mandat », a déclaré Laurent Gbagbo, sous les acclamations de ses partisans.

Mais l'ex-président a également profité de la tribune pour recadrer ses militants après des chants à connotation ethnique entendus dans la foule : « Petit Mossi, rentre chez toi, on va installer Gbagbo ». Visiblement agacé, le leader du PPA-CI a appelé à la retenue et au respect, exhortant ses partisans à éviter toute référence ethnique dans la lutte politique : « Je vous demande de ne pas citer les ethnies. Notre combat est politique, il doit rester inclusif et républicain », a-t-il insisté. Ce double message – à la fois d'opposition frontale au projet de quatrième mandat du président sortant et d'appel à la discipline militante – marque un tournant dans la campagne de Laurent Gbagbo, qui entend se poser en alternative rassembleuse à l'approche de l'élection présidentielle.



Dire NON aux postures moralisatrices Quand Trump et Poutine se parlent, une prouesse diplomatique

Inter



La paix reprend une chance ...

À l'heure où les sommets du G7 et de l'Union européenne se suivent et se ressemblent, avec pour principal agenda la multiplication de sanctions contre la Russie et, plus largement, contre tout ce qui n'entre pas dans le giron de l'OTAN, une autre scène politique vient rappeler une évidence : la paix ne naît pas de la confrontation permanente, mais du dialogue, même entre dirigeants réputés difficiles.

L'image de Donald Trump et Vladimir Poutine côte à côte, sous la bannière « Pursuing Peace », a de quoi bousculer les certitudes des chancelleries occidentales. Certains y verront une alliance des « autocrates », une complicité dérangeante entre deux leaders accusés de concentrer le pouvoir. Mais cette lecture super-

ficielle occulte l'essentiel : au moins, eux se parlent. Et se parler, dans un monde au bord de l'embrasement, c'est déjà ouvrir une fenêtre d'espérance.

Depuis des années, l'hypocrisie a consisté à maintenir les conflits dans une impasse, au nom d'une prétendue supériorité morale. Derrière les discours d'arrogance et de condamnations répétées, combien de milliers de morts innocents se sont ajoutés, sans qu'aucune solution réelle ne soit envisagée ? L'alternative proposée par Trump – inviter le président russe sur le sol américain pour discuter – peut choquer les gardiens de l'orthodoxie atlantiste, mais elle représente un geste fort : celui de replacer la diplomatie au centre du jeu.

La réaction immédiate des médias internationaux proches de l'OTAN ne s'est pas fait atten-

dre : dénunciations, critiques, insinuations d'échec. Pourtant, ce que l'on appelle déjà un revers de Trump pourrait bien être, au contraire, une prouesse diplomatique. Car réussir à faire se déplacer le président russe à Washington, et l'amener à dialoguer directement, n'a rien d'anodin. Cela signifie qu'au moins une partie des verrous de la confrontation idéologique a sauté. Il est peut-être temps d'admettre que la paix ne viendra ni des sanctions, ni des humiliations, ni

des postures moralisatrices. Elle viendra de la reconnaissance mutuelle, même entre adversaires. La vraie grandeur n'est pas dans la domination, mais dans la capacité à éviter le pire par le dialogue.

En ce sens, l'image de Trump et Poutine, si décriée par certains, pourrait entrer dans l'histoire comme le rappel que la paix se construit souvent là où l'on s'attend le moins.

L'ours

Ozirix communication & conseils Chambre de commerce Pays-Bas Nr. 70687021TVA-UE:
NL2244.33.106B02Compte bancaire IBAN NL88
TRIO 0391 2295 24 (Triodos Bank, Pays-Bas)
Email:info@connectionivoirienne.net. com**Phones:**
Abidjan 40 00 61 54 ou 47 12 15 10
Pays-Bas 0031 651832741 Notre
équipeinfo@connectionivoirienne.net
Gbansé Douadé Alexis: Economie et Politique
Directeur de la publication, cofondateurs.
Débailly:Politique :
01 40 00 61 54-07 77-48 97 65 - 07 47 12 15 10
Sylvie Kouamé : Économie et politique
Hervé Coulibaly : Intelligences et société
Liman Serge : Sports et culture
Maquetiste Ignace.Gballou : 07 58 16 20 73

Votre PUBLICITÉ
ICI ?
Contactez nous

Opposition ivoirienne

Gbagbo et Affi redessinent les contours d'une nouvelle alliance – Après le meeting de Yopougon un tête à tête ?



L'affaire fait les choux gras des réseaux sociaux. Le président du Ppa-Ci qui organise un nouveau round de ses tournées de proximité (Cococo Abidjan) dans ce qui était autrefois Yopougon de Gbagbo a cru bon d'y associer, une fois n'est pas coutume, son ancien Premier ministre et président du Fpi, Pascal Affi N'guessan. Passé le temps des invectives, le temps des tensions fortement entretenues par les partisans des deux personnalités, Gbagbo et Affi rêvent à nouveau de réconciliation. Les deux hommes sont candidats déclarés à la présidentielle d'octobre 2025, Affi avec une forte probabilité de passer par le tamis du Conseil constitutionnel, Gbagbo toujours incertain, son nom étant toujours rayé de la liste électorale version Kubié.

Sur des images qui circulent et datant du 7 août avant la marche du 9 août donc, on y voit clairement Dano

Djédjé, le président exécutif du Ppa-Ci avec une forte délégation composée de Stéphane Kipré, un proche parmi les proches de Laurent Gbagbo, Marie Odette Lorougnon, le Sg du Ppa-Ci Gervais Tchédé au Qg de Pascal Affi N'guessan à l'invitation de ce dernier. Depuis hier, par un communiqué de presse, l'ancien président du Conseil régional du Moronou a dressé une liste de ses cadres qui l'accompagneront au meeting de Yopougon Ficgayo. Ceci n'est pas arrivé ex nihilo et procède de choix bien calculés. Pascal Affi N'guessan a donné des signaux d'alerte positifs à plusieurs reprises. La première fois, il a envoyé une forte délégation à la fête de la renaissance à Dabou. Cela était passé inaperçu et le Ppa-Ci n'avait pas trop communiqué là-dessus. Des militants du Fpi d'Affi s'en étaient offusqués, dénonçant une ingratitude. Ils avaient encaissé le coup et ont laissé passer. La grande surprise à la base du déclic a été l'annonce

inattendue de Pascal Affi N'guessan de s'associer à la marche du Front commun le samedi 9 août à Yopougon. Il y est arrivé avec une forte délégation et a marché aux côtés de ses anciens camarades qui le lui ont bien rendu cette fois. Il a pour un temps captivé l'attention des chasseurs d'images et des spotlights. Il était la star de la marche malgré lui. Depuis ce temps, un nouvel amour est né.

»C'est le début d'une décrispation politique entre deux ex intimes », commente Olivier Gngoué de la direction du Fpi. Et c'est Affi N'guessan autrefois vilipendé et moqué par la galaxie Gbagbo qui joue un grand coup médiatico-politique à deux mois de l'élection présidentielle. "Il aurait pu adouber Ahoua Don Mello avec qui il partage la même origine ethnique et qui se positionne pour le rassemblement de la gauche originelle mais Affi, très fûté sait où se trouve son bonheur. Le temps de la colère, mauvaise

conseillère est passée et la situation du pays en ce moment ne peut que rapprocher ces deux personnalités qui n'auraient jamais dû se séparer. Affi a fait l'expérience d'un rapprochement avec Ouattara. Il sait aujourd'hui l'erreur à ne plus commettre eu égard à cette expérience malheureuse », commente un cacique pro-Gbagbo. Dans l'après-meeting de Ficgayo ce samedi, il n'est pas exclu que les deux leaders se rencontrent. Des indiscretions annoncent même un tête-à-tête à la fin août, cette fois pour parler directement politique. Beaucoup de surprises pourraient en sortir qui vont sûrement redessiner la carte politique de l'opposition au moment où Pdci et Ppa-Ci jouent déjà serrés dans le Front commun.

SD à Abidjan
sdebailly@yahoo.fr

Développement régional: Bouaké accueille le Forum Invest in district autonome de la vallée du Bandama les 11 et 12 septembre 2025



Le district autonome de la Vallée du Bandama et le Centre de promotion des investissements en Côte d'Ivoire (CEPICI) ont lancé officiellement, 30 juillet 2025 à Abidjan, le Forum Invest in district autonome de la vallée du Bandama, prévu les 11 et 12 septembre 2025 à Bouaké. A cette occasion, Solange Amichia, directrice générale du CEPICI, a mis en avant les atouts du district, notamment, sa position stratégique, ses potentiels agricole, culturel, industriel et humain. Ce Forum s'inscrit dans le cadre du Programme d'appui aux régions du CEPICI qui vise à valoriser les potentialités économiques ter-

ritoriales. Le ministre, gouverneur, Jean-Claude Kouassi a, pour sa part, réaffirmé la volonté des autorités de faire du district une zone attractive pour les investisseurs. Selon lui, fort de sa position stratégique au cœur de la Côte d'Ivoire cette zone qui occupe 9% du territoire national, est une terre d'hospitalité, d'opportunités et de progrès. Pour lui, ces atouts, aussi nombreux soient-ils, ne suffisent pas à eux seuls pour impulser l'élan économique escompté. » Pour transformer ses richesses en prospérité et en emplois, il nous faut des partenariats solides, des investissements audacieux et une

vision partagée avec les investisseurs privés. C'est la raison d'être de ce forum », a-t-il affirmé. Jean-Claude Kouassi a assuré que le district autonome de la Vallée du Bandama est prêt à accueillir et à favoriser la prospérité des investisseurs. » Nous vous offrons, pour ce faire, un cadre favorable, une administration dynamique et des incitations exceptionnelles à l'investissement », a-t-il conclu.

avec CICC

Côte d'Ivoire : Le Trésor Public accélère la digitalisation des dépenses publiques avec TrésorPay–TrésorMoney

Dans le droit fil des priorités fixées par les autorités ivoiriennes en matière de transformation digitale, le Trésor Public a tenu, du 10 au 14 août 2025 à Yamoussoukro, un atelier stratégique de haut niveau dédié à l'optimisation du volet « Dépenses » de sa plateforme numérique TrésorPay–TrésorMoney.



Cette rencontre, organisée par la Cellule de généralisation et de gestion de la plateforme (CEGES/TPTM) avec l'appui du Projet d'Amélioration de la Gouvernance pour la Délivrance des Services de Base (PAGDS), s'inscrit dans la volonté du gouvernement de moderniser en continu la gestion des fi-

nances publiques. Elle intervient dans un contexte où l'économie numérique devient un levier essentiel de performance, de transparence et d'inclusion en Afrique de l'Ouest.

Une réforme pour plus d'efficacité et de transparence
Créée pour moderniser les paiements publics, TrésorPay–TrésorMoney vise à offrir des transactions plus inclusives, sûres et traçables. L'atelier a réuni des experts du Trésor, des partenaires techniques et des utilisateurs de terrain afin de passer en revue les défis opérationnels liés au paiement électronique des dépenses publiques. Les participants ont travaillé sur l'amélioration de l'ergonomie, le renforcement de la fiabilité des données et l'optimisation des procédures de sécurisation des informations sensibles. Les travaux ont abouti à plusieurs résultats majeurs. Il s'agit de la définition d'une feuille de route claire pour optimiser les fonctionnalités techniques du volet « Dépenses » ; de l'élaboration d'un plan renforcé de protection et de sécurisation des données sensibles ; de la formulation de recommandations pour exploiter au mieux les données statistiques, afin d'améliorer le

pilotage budgétaire et d'orienter la prise de décision.

Une démarche collaborative et innovante
En réunissant des acteurs de l'administration financière, du secteur numérique et des structures déconcentrées, cet atelier a permis une co-construction des solutions, adaptée aux réalités locales et aux besoins spécifiques du terrain. Cette approche participative garantit non seulement une meilleure appropriation des outils, mais aussi une plus grande efficacité dans leur mise en œuvre. Avec cette initiative, le Trésor Public ivoirien consolide sa position de pionnier régional en matière de digitalisation des finances publiques. TrésorPay–TrésorMoney tend à devenir un modèle reproductible pour d'autres États africains désireux de renforcer leur efficacité administrative, leur transparence et leur souveraineté technologique. Cette réforme illustre la capacité d'un service public africain à intégrer les innovations numériques au service de la performance, de l'inclusion financière et d'une gouvernance responsable.

Avec Fratmat

E-commerce en Côte d'Ivoire: L'AECI installe son premier bureau exécutif et dévoile ses ambitions



Annoncée depuis plusieurs semaines, la cérémonie d'investiture du premier Bureau exécutif national de l'Association des E-commerçants de Côte d'Ivoire (AECI) s'est tenue ce jeudi 14 août 2025, au Musée des Civilisations de Côte d'Ivoire, à Abidjan-Plateau.

Paul Félix Bouaffou officiellement aux commandes

Élu lors de l'Assemblée générale constitutive de l'AECI, le 23 août 2024 à la Chambre de Commerce et d'Industrie, Paul Félix Bouaffou devient officiellement le tout premier président de l'association.

Pour Gueï Jaurès, président du comité d'organisation et secrétaire général de l'AECI, cet événement marque "un signal fort pour le développement du e-commerce ivoirien". Il a salué la contribution des sponsors et partenaires, dont la présence "confère un cachet particulier et renforce la légitimité" de l'organisation.

Un secteur en pleine expansion

Prenant la parole, la Directrice générale de Jumia Côte d'Ivoire, Caroline Petit, a salué "un moment historique" pour un secteur qui, en dix ans, s'est imposé comme un pilier de la transformation économique nationale. Elle a rappelé les milliers d'emplois créés, l'essor des PME grâce au digital et l'arrivée de nouveaux acteurs comme Yango. Réaffirmant l'engagement de Jumia, elle a appelé les professionnels du secteur à rejoindre massivement l'AECI, "pour bâtir un marché compétitif, éthique et inclusif".

Des enjeux nationaux et internationaux

Représentant le ministre du Commerce et de l'Industrie, LASME Méléjé Kevin a replacé l'événement dans un contexte mondial marqué par de profondes mutations économiques liées au numérique. Citant la CNUCED, il a indiqué que le commerce électronique mondial pèse plus de 26 700 milliards de dollars. En Côte d'Ivoire, le pays compte déjà 11,23 millions d'internautes pour un chiffre d'affaires estimé à 280 milliards FCFA en 2024, avec une croissance annuelle projetée de 11,3 % jusqu'en 2028.

Il a également présenté la stratégie nationale du commerce électronique articulée autour de quatre axes : un cadre institutionnel favorable, la confiance des consommateurs, l'inclusion et l'accompagnement, et l'accès aux marchés régionaux et internationaux. "J'exhorte les nouveaux dirigeants de l'AECI à agir avec audace, professionnalisme et engagement pour concrétiser ces ambitions", a-t-il conclu.

Un appel à l'unité et à l'innovation

Dans son allocution, Paul Félix Bouaffou a exprimé sa reconnaissance envers ceux qui lui ont accordé leur confiance. Il a promis de renforcer la cohésion entre e-commerçants, de promouvoir l'innovation et la modernisation des entreprises, de défendre les intérêts du secteur auprès des pouvoirs publics et de mettre en œuvre des actions concrètes pour dynamiser l'économie numérique. Il a enfin lancé un appel à l'union afin de faire de l'AECI un acteur incontournable de l'e-commerce ivoirien.

Votre PUBLICITÉ
ICI ?
Contactez nous

Messieurs, descendez du trône ! Inspiré par Moïse, un appel à Gbagbo et Ouattara pour céder la place



Inspiré d'un texte biblique commenté par le Dr Jean Claude Djéréké dans Deutéronome 31, 1-8, ce billet d'humeur s'adresse aux figures politiques qui ont longtemps conduit la Côte d'Ivoire, Laurent Gbagbo et Alassane Ouattara en tête. Comme Moïse face à son peuple, il invite à méditer sur l'art de transmettre le flambeau et de partir avec dignité, pour laisser à une nouvelle génération la mission de franchir le Jourdain national.

Quand on a tenu la barre d'un navire, affronté tempêtes et accalmies, conduit un peuple vers des rivages d'espoir et d'épreuves, il arrive un moment où les mains fatiguent et où le regard doit se tourner vers l'horizon, non pour chercher un nouveau combat, mais pour désigner celui qui tiendra désormais le gouvernail. Dans

le livre du Deutéronome, Moïse, lucide et humble à 120 ans, dit au peuple d'Israël : « Je ne peux plus être votre chef... C'est Josué qui passera le Jourdain à votre tête... Soyez forts et courageux, ne craignez pas. » Puis, devant tous, il bénit son successeur. Moïse ne s'est pas accroché à son bâton de commandement ; il a su transmettre et partir.

Messieurs Laurent Gbagbo et Alassane Ouattara, vous qui avez, chacun à votre manière, marqué l'histoire récente de la Côte d'Ivoire, ne sentez-vous pas, au fond de vous, que le moment est venu de regarder en face cette leçon de Moïse ? L'Histoire n'est pas une chaise que l'on garde jalousement, c'est un flambeau que l'on passe, avec foi et sérénité, à celui qui saura marcher devant le peuple.

Transmettre le témoin ne signifie pas effacer son œuvre, mais lui donner un prolongement. C'est un acte de grandeur, un signe de paix, un geste d'amour pour son peuple. Le vrai courage politique ne réside pas seulement dans la lutte, mais dans la capacité à s'effacer avec dignité, laissant place à une nouvelle génération.

Moïse l'a fait. Et si, pour une fois, nous prenions l'exemple biblique au pied de la lettre ?

L'histoire retiendra toujours ceux qui ont su se retirer avant que le temps ou les circonstances ne les y contraignent. Moïse n'a pas attendu l'usure ou la révolte pour passer la main à Josué : il l'a fait en pleine conscience, avec foi

et courage. La Côte d'Ivoire gagnerait à voir ses anciens leaders politiques suivre cet exemple biblique. Car, au bout du compte, la vraie grandeur d'un chef ne se mesure pas seulement à ce qu'il a bâti, mais à la façon dont il prépare l'avenir... sans lui.

L'histoire est impitoyable avec ceux qui s'accrochent aux rênes jusqu'à ce que le temps ou la lassitude du peuple les en arrache. Moïse, lui, a choisi la lucidité et la grandeur : il a désigné Josué et s'est retiré, laissant le chemin libre. Messieurs Gbagbo et Ouattara, le flambeau ne brûle pas moins parce qu'on le transmet — il éclaire simplement d'autres mains. Aurez-vous le courage, comme Moïse, de bénir votre successeur avant que l'Histoire ne

500 000 personnes ! « Nous avons fait mentir tous les prophètes de malheur », s'exclame Thiam



Marche historique de l'opposition

La grande marche du Front commun — alliance entre le PDCI et le PPA-CI — contre un éventuel quatrième mandat d'Alassane Ouattara a mobilisé plus d'un demi-million de

personnes, selon Tidjane Thiam. "Ce que nous avons vu aujourd'hui, c'est une démonstration de force pacifique qui a fait mentir tous les prophètes de malheur", a déclaré le président du PDCI, saluant une mobilisation "dans la paix et la discipline". De Saguibba à l'espace FIGGAYO, la foule compacte rassemblait des figures majeures de l'opposition, dont Pascal Affi N'Guessan (FPI) et Danièle Boni Claverie (URD). Initialement prévue le 2 août, la marche avait été reportée pour raisons logistiques liées à la fête nationale. Durant la manifestation, le Front commun a réaffirmé ses exigences : Réinscription sur

la liste électorale des leaders exclus, dont Laurent Gbagbo et Tidjane Thiam. Réforme de la Commission électorale indépendante (CEI) et audit du fichier électoral. Ouverture d'un dialogue politique sincère avant la présidentielle du 25 octobre. Livres politiques "Cette bataille pour libérer la Côte d'Ivoire et la faire renaître ne fait que commencer", a lancé Thiam, qui vit hors du pays depuis plusieurs mois, invoquant des menaces et des poursuites liées à son rôle présumé dans la création du Conseil national de transition en 2020.

Mobilisation record à Yopougon: le « digba » coup de marteau du Front Commun en Côte-d'Ivoire



Ce samedi 9 août 2025, Yopougon a tremblé sous les pas de dizaines de milliers de manifestants, galvanisés par l'appel du Front Commun — alliance stratégique entre le PDCI-RDA et le PPA-CI. L'avenue reliant le carrefour Saguidiba à la place Ficgayo s'est transformée en fleuve humain, scandant à l'unisson des slogans pour la démocratie et une présidentielle ouverte à tous. Les chiffres donnent la mesure du choc : environ 5 000 marcheurs selon la police, plus de 100 000 d'après les organisateurs. Entre prudence officielle et enthousiasme militant, une chose est certaine : la marée humaine était impossible à ignorer. Et pourtant, rien ne laissait présager une telle démonstration. La marche avait déjà été reportée, l'itinéraire bouleversé et la commune récemment secouée par des actes de vandalisme. Autant de grains de sable qui auraient pu enrayé la mécanique. Mais ce samedi, la machine de l'opposition a tourné à plein régime. Sous un soleil implacable, les drapeaux se sont mêlés aux pancartes, poster, les chants

ont éclaté à chaque carrefour, et les pas ont martelé le bitume comme pour enfoncer le message dans le sol : « Non au quatrième mandat ! » En réussissant ce rassemblement malgré tous les vents contraires, le Front Commun ne signe pas seulement une victoire logistique : il frappe un grand coup politique à moins de trois mois du scrutin présidentiel. Le marteau est tombé, et son écho résonne bien au-delà de Yopougon. Le président exécutif du Parti des peuples africains – Côte d'Ivoire (PPA-CI), Sébastien Dano Djédjé, a qualifié, de véritable « démonstration de force » la mobilisation du Front Commun, alliance entre sa formation et le Parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI). Pour M. Dano Djédjé, cette marche est « un avertissement » adressé au pouvoir, signalant la détermination de l'opposition à peser sur le processus électoral.

Sylvie Kouamé

REFUS D'UN AUTRE RECENSEMENT

La CEI veut-elle écarter Tidjane Thiam des législatives ?



Le refus d'un nouveau recensement électoral avant le 27 décembre relance les soupçons de manœuvres politiques. La Commission électorale indépendante (CEI) a affirmé, hier, qu'il était impossible d'organiser un nouveau recensement électoral avant les élections législatives du 27 décembre 2025. Officiellement, l'institution invoque des délais techniques trop courts et la nécessité de respecter le calendrier électoral. Mais cette décision, loin d'éteindre les polémiques, alimente de nouvelles interrogations dans le paysage politique ivoirien. Derrière l'argument logistique avancé par la CEI, certains observateurs voient poindre une inquiétude : celle de l'exclusion de facto de figures de l'opposition, et en particulier de Tidjane Thiam, président du PDCI, dont la montée en puissance électorale s'appuie largement sur de nouveaux électeurs mobilisés ces derniers mois. En l'absence d'un recensement supplémentaire, ces primo-votants et sympathisants risquent de ne pas figurer sur

la liste électorale. L'opposition, qui dénonce depuis des années un fichier électoral jugé incomplet, biaisé et peu représentatif de la démographie réelle, avait fait du recensement une revendication centrale. Un élargissement du corps électoral aurait, selon plusieurs analystes, offert un avantage stratégique au PDCI et aux autres forces hostiles au RHDP. En choisissant de maintenir coûte que coûte la date du 27 décembre, la CEI donne l'image d'une institution davantage préoccupée par le respect du calendrier que par l'inclusivité et la transparence du processus. Une posture que certains interprètent comme un verrouillage politique destiné à limiter la percée de l'opposition, au moment où Tidjane Thiam et ses alliés comptaient capitaliser sur la dynamique née de la présidentielle. Dès lors, une question brûle toutes les lèvres : la décision de la CEI relève-t-elle d'un simple impératif technique ou s'agit-il d'une manœuvre politique soigneusement orchestrée pour contenir l'opposition et freiner la montée du PDCI ?



District d'Abidjan- Rideau sur le 1er forum des investissements – 19 projets structurants cherchent preneurs



Le premier Fid2a (Forum investir dans le District autonome d'Abidjan) a refermé ses portes mercredi 13 août, 48 heures après son ouverture. C'est le premier vice-gouverneur Danho Paulin Claude qui a prononcé les mots de fin en saluant tous les participants et en promettant un deuxième rendez-vous l'an prochain. Il a ainsi dévoilé la volonté du District d'Abidjan d'institutionnaliser et de pérenniser l'évène-

ment. Ce forum qui s'est achevé sous de bonnes auspices a mobilisé un public aux intérêts aussi variés que prometteurs. Des hommes d'affaires d'ici et d'ailleurs ont touché du doigt les opportunités de business pour une grande métropole dynamique qu'est Abidjan. C'est à juste titre que Danho Paulin lança : **<< investissez a abi et gagnez l'avenir>>**. Il a exprimé la vision du ministre gouverneur Cissé Baongo de faire

d'Abidjan une vitrine pour la Côte d'Ivoire et pour l'Afrique de l'ouest. <<Pour nous, l'élan est lancé >>, a-t-il affirmer avec une pointe de conviction. Et comme pour faire pâler d'envie et de rêve M. Danho a révélé que ce sont au total 19 projets qui ont été présentés au cours des deux jours d'intenses rencontres be to be, des panels et des expositions. Selon Danho Paulin, ces 19 projets qui vont qualitativement changer

le visage d'Abidjan ont soit trouver preneurs soit en voie de l'être. Parmi ces projets, l'on peut citer le futur WillyMall, un hypermarché qui s'élèvera sur les hauteurs de la place Djénny Kobinan. Il y a également le nouveau cimetière de la ville d'Abidjan, la promenade du bord de mer à Port-Bouet et bien d'autres.

S²y2

Ery-Makouguié 2 (Agboville) - Le nouveau chef Nanan Augou Odi, reçoit son arrêté de nomination des mains du préfet

Trois ans après le décès du colonel Tchimou Kokola, ancien chef du village d'Éry-Makouguié 2, Nanan Augou Odi Louis, ingénieur des Télécommunications, cadre à la retraite, a reçu son arrêté de nomination des mains de Sihindou Coulibaly, préfet du département d'Agboville, le samedi 9 août 2025, au stade dudit village, en présence des cadres du département. Cadres, autorités coutumières et religieuses du département d'Agboville ainsi que la communauté villageoise d'Éry-Makouguié 2 ont pris d'assaut le stade dudit village pour être témoins de cet événement. « Nous sommes, ici, pour entériner une décision du village qui s'est choisi librement, selon les us et coutumes, un nouveau chef pour Éry-Makouguié 2. Et conformément à la réglementation, Augou Odi Louis est nommé chef de ce village. À partir de maintenant, il est le représentant de l'État dans ce village. Vous lui devez respect et considération. Il a le pouvoir du maintien de l'ordre. », a dit Coulibaly Sihindou, préfet du département d'Agboville. La communauté villageoise d'Éry-Makouguié 2, à travers Yapo Jean Bosco, président de la mutuelle dit « être d'accord pour que vous soyez le chef d'Éry-Makouguié 2 (...) pour que vous instauriez un climat de paix et de cohésion sociale et pour le bonheur du village. ». Dimba N'gou Pierre, parrain de la manifestation, a exhorté les fils et filles du village à appuyer le nouveau chef dans la gestion du village. « Faites en sorte que ce village redevienne attractant et prospère. J'espère un village réconcilié où il y a la paix », a martelé Dimba N'gou Pierre, par ailleurs président du conseil régional de l'Agnéby-Tiassa. Non sans fustiger les conflits existants



et qui foisonnent entre les chefs de village et les mutuelles de développement. Quant à Nanan N'dori Joseph, président régional dans l'Agnéby-Tiassa de la chambre des rois et chefs traditionnels de

Côte d'Ivoire, il a exhorté son nouvel homologue d'Éry-Makouguié 2 à ne pas encourager les ventes de terres.

Stéphane N'gnira